Jeunes, étudiant.e.s, salarié.e.s, retraité.e.s : tous ensemble pour défendre notre système de retraite solidaire par répartition

Les organisations syndicales de la Seine-Saint-Denis réaffirment leur rejet du plan Macron-Delevoye sur les retraites, qui supprimerait les régimes existants pour instaurer un « système universel de retraite par points ».

Cette réforme porte la baisse généralisée des pensions, comme le démontre le système suédois que souhaite copier la réforme Delevoye-Macron. Nous sommes face à un projet injuste et dangereux pour la cohésion sociale, particulièrement dans notre département, qui connaît le plus faible niveau de vie en France métropolitaine et où la population subie le chômage et la précarité.

Ce projet entraînerait un recul de l'âge réel de départ à la retraite et des pensions amputées, des conditions plus drastiques pour bénéficier d'une pension de réversion diminuée, les périodes de maladie, chômage, maternité qui sortiraient des droits à la retraite, l'augmentation des inégalités Femmes/Hommes, la fin des régimes spéciaux. En outre, la valeur du point serait révisable chaque année, par le gouvernement, en fonction d'une estimation de l'espérance de vie, de la conjoncture économique, de la situation financière du système... Il en serait de même pour tous les paramètres d'ouverture des droits et les dispositifs de solidarité. En clair, le niveau des retraites ne serait plus garanti. Une incertitude et une casse des droits qui ouvriraient en grand la porte de la retraite par capitalisation. Le texte Macron est donc bien au service de la finance, dont les dernières crises ont pourtant démontré toute la nocivité économiques et sociales.

Rien n'est proposé à notre jeunesse, dont l'entrée sur le marché du travail, pavé des embuches de la précarité, est de plus en plus tardive.

Le gouvernement tente de décourager la montée de la mobilisation dans certains secteurs en évoquant une *« clause du grand père »*, c'est-à-dire de ne faire basculer que les nouveaux entrants dans la vie active dans un nouveau système ! Cela serait une clause scandaleuse, une clause de la honte, qui briserait la solidarité intergénérationnelle en faisant supporter la régression sociale aux futures générations ! A rebours de ces logiques il y'a plus que jamais besoin de renforcer notre système de retraite par répartition à la fois contributif et solidaire !

Les moyens existent mais supposent de privilégier les politiques d'emplois, des salaires, de solidarité, d'investissements, au détriment du service de la finance comme s'y emploie ce pouvoir.

Pour ces raisons, les organisations syndicales de la Seine-Saint-Denis exigent le retrait du plan Macron-Delevoye, le maintien de tous les régimes existants et le retour à la retraite à taux plein à 60 ans. Dans une période de fortes mobilisations et d'appels à la grève dans de nombreuses entreprises (RATP, SNCF, transports, EDF, fonction publique, industries chimiques, métallurgie…), les organisations syndicales départementales appellent les salariés à s'engager massivement dans la grève à compter du 5 décembre et à tenir des assemblées générales pour reconduire le mouvement.

Manifestation unitaire
Jeudi 5 décembre 2019 - 14h00 place d'Italie

Bobigny, le 15 novembre 2019.